

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/VAL/N/1/IND/2**

29 mars 1996

(96-1141)

---

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22:2 DE L'ACCORD SUR LA MISE  
EN OEUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GENERAL SUR  
LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

INDE

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 janvier 1996.

---

J'ai reçu pour instructions de vous faire parvenir une copie du Règlement de 1988 sur l'évaluation en douane (détermination du prix des marchandises importées) et de la Notification n° 26/95 - Cus. (N.T.), en date du 24 avril 1995, qui modifie ce règlement pour le rendre conforme à l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC en ce qui concerne la méthode de détermination de la valeur en douane.

NOTIFICATION  
N° 26/95 - Cus. (N.T.)

G.S.R. 358 (E) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 156 de la Loi douanière de 1962 (Loi n° 52 de 1962), le gouvernement central arrête les règles ci-après en vue de modifier le Règlement sur l'évaluation en douane de 1988 (Détermination du prix des marchandises importées).

1. 1) Le présent règlement s'intitule: Règlement de 1995 portant modification du Règlement sur l'évaluation en douane (Détermination du prix des marchandises importées).

2) Ils entrent en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

2. Les alinéas qui suivent remplacent le paragraphe 1) a) de la règle 2 du Règlement sur l'évaluation en douane de 1988 (Détermination du prix des marchandises importées) (ci-après dénommé "ledit règlement):

"a) l'expression "valeur calculée" s'entend de la valeur des marchandises importées déterminée conformément à la règle 7A du présent règlement;

aa) l'expression "valeur déductive" s'entend de la valeur déterminée conformément à la règle 7 du présent règlement."

3. Le sous-alinéa ci-après est ajouté après le paragraphe 3) b) ii) de la règle 4 dudit règlement:

"iii) valeur calculée de marchandises identiques ou similaires".

4. La règle ci-après est ajoutée après la règle 6 dudit règlement:

"6A. Détermination de la valeur lorsque la valeur transactionnelle n'est pas disponible - Si la valeur des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des règles 4, 5 et 6, elle est déterminée par application des dispositions de la règle 7 ou, lorsque la valeur en douane ne peut pas être déterminée par application de cette règle, par application des dispositions de la règle 7A. Toutefois, à la demande de l'importateur et sous réserve de l'approbation du fonctionnaire compétent, l'ordre d'application des règles 7 et 7A est inversé."

5. La règle ci-après est ajoutée après la règle 7 dudit règlement:

"7A. Valeur calculée - Sous réserve des dispositions de la règle 3, la valeur des marchandises importées se fonde sur une valeur calculée égale à la somme:

a) du coût ou de la valeur des matières et des opérations de fabrication ou autres, mises en oeuvre pour produire les marchandises importées;

b) d'un montant pour les bénéfices et frais généraux, égal à celui qui entre généralement dans les ventes de marchandises de la même nature ou de la même espèce que les marchandises à évaluer, qui sont faites par des producteurs du pays d'exportation pour l'exportation à destination de l'Inde;

c) du coût ou de la valeur de toute autre dépense prévu au paragraphe 2) de la règle 9 du présent règlement."

6. La disposition ci-après est ajoutée après le paragraphe 2) iii) de la règle 8 dudit règlement:

"iii) a) sur le coût de production, autre que les valeurs calculées qui ont été déterminées pour des marchandises identiques ou similaires conformément aux dispositions de la règle 7A."

7. A l'annexe dudit règlement,

- a) la note ci-après est ajoutée après la note relative à la règle 7:

"Note relative à la règle 7A

1. En règle générale, la valeur des marchandises importées est déterminée, en vertu du présent règlement, sur la base de renseignements immédiatement disponibles en Inde. Toutefois, afin de déterminer une valeur calculée, il peut être nécessaire d'examiner les coûts de production des marchandises à évaluer et d'autres renseignements qui doivent être obtenus en dehors de l'Inde. En outre, dans la plupart des cas, le producteur des marchandises ne relèvera pas de la juridiction du fonctionnaire compétent. L'utilisation de la méthode de la valeur calculée sera, en général, limitée aux cas où l'acheteur et le vendeur sont liés et où le producteur est disposé à communiquer les données nécessaires concernant l'établissement des coûts au fonctionnaire compétent et à accorder des facilités pour toutes vérifications ultérieures qui pourraient être nécessaires.
2. Le "coût ou la valeur" visé à l'alinéa a) de la règle 7A est à déterminer sur la base de renseignements relatifs à la production des marchandises à évaluer, qui sont fournis par le producteur ou en son nom. Il se fonde sur la comptabilité commerciale du producteur, à condition que cette comptabilité soit compatible avec les principes de comptabilité généralement admis qui sont appliqués dans le pays de production des marchandises.
3. Le "coût ou la valeur" comprend le coût des éléments précisés au paragraphe 1 a) ii) et iii) de la règle 9. Il comprend aussi la valeur, imputée dans les proportions appropriées conformément aux dispositions de la note relative à la règle 9, de tout élément spécifié au paragraphe 1 b) de ladite règle qui a été fourni directement ou indirectement par l'acheteur pour être utilisé lors de la production des marchandises importées. La valeur des travaux spécifiés au paragraphe 1 b) iv) de la règle 9 qui sont exécutés en Inde n'est incluse que dans la mesure où ces travaux sont mis à la charge du producteur. Il doit être entendu que le coût ou la valeur d'aucun des éléments visés dans ce paragraphe ne doit être compté deux fois dans la détermination de la valeur calculée.
4. Le "montant pour les bénéfices et frais généraux" visé à l'alinéa b) de la règle 7A doit être déterminé sur la base des renseignements fournis par le producteur ou en son nom, à moins que les chiffres qu'il communique ne soient incompatibles avec ceux qui correspondent normalement aux ventes de marchandises de la même espèce ou de la même nature que les marchandises à évaluer, réalisées par des producteurs du pays d'exportation pour l'exportation à destination de l'Inde.
5. Il convient de noter, à ce sujet, que le "montant pour les bénéfices et frais généraux" doit être considéré comme un tout. Il s'ensuit que, si, dans un cas particulier, le bénéfice du producteur est faible et ses frais généraux élevés, son bénéfice et ses frais généraux pris ensemble peuvent néanmoins être compatibles avec ceux qui correspondent normalement aux ventes de marchandises de la même espèce ou de la même nature. Tel pourrait être le cas, par exemple, si on lançait un produit en Inde et si le producteur se contentait d'un bénéfice nul ou faible pour contrebalancer les frais généraux élevés afférents au lancement. Lorsque le producteur

peut démontrer que c'est en raison de circonstances commerciales particulières qu'il prend un bénéfice faible sur ses ventes des marchandises importées, les chiffres de ses bénéfices effectifs devraient être pris en considération à la condition qu'il les justifie par des raisons commerciales valables et que sa politique de prix reflète les politiques de prix habituelles de la branche de production concernée. Tel pourrait être le cas, par exemple, lorsque des producteurs ont été contraints d'abaisser temporairement leurs prix en raison d'une diminution imprévisible de la demande, ou lorsqu'ils vendent des marchandises pour compléter une gamme de marchandises produites en Inde et qu'ils se contentent d'un bénéfice faible afin de maintenir leur compétitivité. Lorsque les chiffres des bénéfices et frais généraux fournis par le producteur ne sont pas compatibles avec ceux qui correspondent normalement aux ventes de marchandises de la même espèce ou de la même nature que les marchandises à évaluer, réalisées par des producteurs du pays d'exportation pour l'exportation à destination de l'Inde, le montant des bénéfices et frais généraux peut se fonder sur des renseignements pertinents autres que ceux qui ont été fournis par le producteur des marchandises ou en son nom.

6. Les "frais généraux" visés à l'alinéa b) de la règle 7A comprennent les coûts directs et indirects de la production et de la commercialisation des marchandises pour l'exportation qui ne sont pas inclus en vertu de l'alinéa a) de ladite règle.
7. Pour déterminer si certaines marchandises sont "de la même espèce ou de la même nature" que d'autres marchandises, il faut procéder cas par cas en tenant compte des circonstances. Pour déterminer les bénéfices et frais généraux habituels conformément aux dispositions de la règle 7A, il devrait être procédé à un examen des ventes, pour l'exportation à destination de l'Inde, du groupe, ou de la gamme, de marchandises le plus étroit, comprenant les marchandises à évaluer sur lesquelles les renseignements nécessaires peuvent être fournis. Aux fins de la règle 7A, les "marchandises de la même espèce ou de la même nature doivent provenir du même pays que les marchandises à évaluer".
  - b) dans la note relative à la règle 8:
    - i) au paragraphe 2, les mots "règles 4 à 7" sont remplacés par les mots "règles 4 à 7A";
    - ii) au paragraphe 3 a) et b), les mots "règle 7" sont remplacés, chaque fois qu'ils apparaissent, par les mots "règle 7 et 7A".

REGLEMENT SUR L'EVALUATION EN DOUANE DE 1988 (DETERMINATION  
DU PRIX DES MARCHANDISES IMPORTEES)

*[M.F. (D.R.) Notification n° 51/88-Cus. (N.T.), en date du 18 juillet 1988, modifiée par les notifications n° 53/88-Cus. (N.T.), en date du 10 août 1988; n° 71/89-Cus. (N.T.), en date du 19 décembre 1989; n° 39/90-Cus. (N.T.), en date du 5 juillet 1990; n° 44/90-Cus. (N.T.), en date du 3 août 1990; et n° 67/91-Cus. (N.T.), en date du 1er octobre 1991]*

Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 156 de la Loi douanière de 1962 (Loi n° 52 de 1962), considéré en liaison avec l'article 22 de la Loi sur les dispositions générales de 1897 (Loi n° 10 de 1897), et en vue de remplacer le Règlement sur l'évaluation en douane de 1963, à l'exclusion des mesures prises ou omises préalablement à cette décision, le gouvernement central arrête les règles ci-après:

1. Titre abrégé, entrée en vigueur et application

- 1) Le présent règlement s'intitule: Règlement de 1988 sur l'évaluation en douane (Détermination du prix des marchandises importées).
- 2) Il entre en vigueur le 16 août 1988.
- 3) Il s'applique aux marchandises importées pour lesquelles les droits de douane sont fondés sur la valeur.

2. Définitions

- 1) Sauf indication contraire, dans le présent règlement,
  - a) l'expression "valeur déductive" s'entend de la valeur déterminée conformément à la règle 7 du présent règlement;
  - b) l'expression "marchandises de la même nature ou de la même espèce" s'entend des marchandises importées classées dans un groupe ou une gamme de marchandises importées produites par une branche de production particulière ou un secteur particulier d'une branche de production, et comprend les marchandises identiques ou similaires;
  - c) l'expression "marchandises identiques" s'entend des marchandises importées:
    - i) qui sont les mêmes à tous égards, y compris les caractéristiques physiques, la qualité et la réputation, que les marchandises à évaluer, à l'exception de différences d'aspect mineures qui n'affectent pas la valeur des marchandises;
    - ii) produites dans le même pays que les marchandises à évaluer;
    - iii) produites par la même personne qui a produit les marchandises à évaluer ou, lorsque de telles marchandises ne sont pas disponibles, produites par une personne différente,

mais ne recouvre pas les marchandises importées qui ont fait l'objet de travaux d'ingénierie, d'étude, d'art ou de design, ou de plans ou de croquis, entrepris en Inde, achevés directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation de ces marchandises importées;

- d) le terme "produites" signifie également cultivées, fabriquées ou extraites;
- e) l'expression "marchandises similaires" s'entend des marchandises importées:
  - i) qui, sans être pareilles à tous égards, présentent des caractéristiques semblables et sont composées de matières semblables, ce qui leur permet de remplir les mêmes fonctions et d'être commercialement interchangeables avec les marchandises à évaluer sur le plan de la qualité, de la réputation et de l'existence d'une marque de fabrique ou de commerce;
  - ii) produites dans le même pays que les marchandises à évaluer; et
  - iii) produites par la même personne qui a produit les marchandises à évaluer ou, lorsque de telles marchandises ne sont pas disponibles, produites par une personne différente,

mais ne s'entend pas des marchandises importées qui ont fait l'objet de travaux d'ingénierie, d'étude, d'art ou de design, ou de plans ou de croquis, entrepris en Inde, achevés directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coûts réduits, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation de ces marchandises importées;

- f) l'expression "valeur transactionnelle" s'entend de la valeur déterminée conformément à la règle 4 du présent règlement.

2) Aux fins du présent règlement, des personnes ne seront réputées être liées que:

- i) si l'une fait partie de la direction ou du conseil d'administration de l'entreprise de l'autre, et réciproquement;
- ii) si elles ont juridiquement la qualité d'associés;
- iii) si l'une est l'employeur de l'autre;
- iv) si une personne quelconque possède, contrôle ou détient directement ou indirectement 5 pour cent ou plus des actions ou parts émises avec droit de vote, de l'une ou de l'autre;
- v) si l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement;
- vi) si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une tierce personne;
- vii) si, ensemble, elles contrôlent directement ou indirectement une tierce personne; ou
- viii) si elles sont membres de la même famille.

Explication I: Le terme "personnes" s'entend également des personnes morales.

Explication II: Les personnes qui sont associées en affaires entre elles du fait que l'une est l'agent, le distributeur ou le concessionnaire exclusif de l'autre, quelle que soit la désignation employée, seront réputées être liées aux fins du présent règlement si elles répondent à l'un des critères énoncés au présent paragraphe.

3. Détermination de la méthode d'évaluation

Aux fins du présent règlement,

- i) la valeur des marchandises importées est la valeur transactionnelle;
- ii) si la valeur ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'alinéa i) ci-dessus, il y a lieu de passer successivement aux règles 5 à 8 du présent règlement.

4. Valeur transactionnelle

1) La valeur transactionnelle des marchandises importées est le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination de l'Inde, après ajustement conformément aux dispositions de la règle 9 du présent règlement.

2) La valeur transactionnelle des marchandises importées en vertu du paragraphe 1) ci-dessus est acceptée,

Pour autant:

- a) qu'il n'existe pas de restrictions concernant la cession ou l'utilisation des marchandises par l'acheteur, autres que des restrictions qui:
  - i) sont imposées ou exigées par la loi ou par les autorités publiques de l'Inde; ou
  - ii) limitent la zone géographique dans laquelle les marchandises peuvent être revendues; ou
  - iii) n'affectent pas substantiellement la valeur des marchandises;
- b) que la vente ou le prix ne soit pas subordonné à des conditions ou à des prestations dont la valeur n'est pas déterminable pour ce qui se rapporte aux marchandises à évaluer;
- c) qu'aucune partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises par l'acheteur ne revienne directement ou indirectement au vendeur, sauf si un ajustement approprié peut être opéré en vertu des dispositions de la règle 9 du présent règlement; et
- d) que l'acheteur et le vendeur ne soient pas liés ou, s'ils le sont, que la valeur transactionnelle soit acceptable à des fins douanières en vertu des dispositions du paragraphe 3) ci-dessous.

- 3)
  - a) Lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés, la valeur transactionnelle est acceptée pour autant que l'examen des circonstances propres à la vente des marchandises importées indique que ces liens n'ont pas influencé le prix.
  - b) Dans une vente entre personnes liées, la valeur transactionnelle est acceptée lorsque l'importateur démontre que la valeur déclarée des marchandises à évaluer est très proche de l'une des valeurs ci-après, établie au même moment ou à peu près au même moment:
    - i) valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires lors de ventes à des acheteurs non liés en Inde;
    - ii) valeur déductive de marchandises identiques ou similaires:
 

pour autant que, dans l'application des valeurs utilisées aux fins de la comparaison, il soit dûment tenu compte des différences démontrées entre les niveaux commerciaux, les quantités, les ajustements opérés en vertu des dispositions de la règle 9 du présent règlement et les coûts supportés par le vendeur lors de ventes dans lesquelles le vendeur et l'acheteur ne sont pas liés.
  - c) Des valeurs de substitution ne sont pas établies en vertu de l'alinéa b) du présent paragraphe.

#### 5. Valeur transactionnelle de marchandises identiques

- 1)
  - a) Sous réserve des dispositions de la règle 3 du présent règlement, la valeur des marchandises importées est la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues pour l'exportation à destination de l'Inde et importées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.
  - b) Lors de l'application de la présente règle, la valeur des marchandises importées sera déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues au même niveau commercial et sensiblement en même quantité que les marchandises à évaluer.
  - c) En l'absence de ventes dont il est question au paragraphe 1) b) de la présente règle, on se référera à la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues à un niveau commercial différent ou en quantité différente ou les deux, ajustée pour tenir compte des différences que le niveau commercial ou la quantité ou les deux auraient pu entraîner, à la condition que de tels ajustements, qu'ils conduisent à une augmentation ou une diminution de la valeur, se fondent sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.
- 2) Lorsque les coûts et frais visés au paragraphe 2) de la règle 9 du présent règlement sont compris dans la valeur transactionnelle de marchandises identiques, cette valeur est ajustée s'il existe des différences notables entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises à évaluer, et d'autre part aux marchandises identiques considérées, par suite de différences dans les distances et les modes de transport.
- 3) Lors de l'application de la présente règle, si plus d'une valeur transactionnelle de marchandises identiques est constatée, on se référera à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur des marchandises importées.



6. Valeur transactionnelle de marchandises similaires

- 1) Sous réserve des dispositions de la règle 3 du présent règlement, la valeur des marchandises importées est la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues pour l'exportation à destination de l'Inde et importées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.
- 2) Les dispositions des paragraphes 1) b) et c), 2) et 3) de la règle 5 du présent règlement s'appliquent également, *mutadis mutandis*, dans le cas des marchandises similaires.

7. Valeur déductive

1) Sous réserve des dispositions de la règle 3 du présent règlement, si les marchandises à évaluer, ou des marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues en Inde en l'état où elles sont importées au moment ou à peu près au moment de la présentation de la déclaration destinée à la détermination de la valeur, la valeur des marchandises importées se fonde sur le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires importées totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faites à des personnes non liées aux vendeurs en Inde, sous réserve de déductions se rapportant aux éléments ci-après:

- i) commissions généralement payées ou convenues, ou marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux relatifs aux ventes, en Inde, de marchandises importées de la même espèce ou de la même nature;
- ii) frais habituels de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes encourus en Inde;
- iii) droits de douane et autres taxes à payer en Inde en raison de l'importation ou de la vente des marchandises.

2) Si ni les marchandises importées, ni des marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, la valeur des marchandises importées se fonde, sous réserve par ailleurs des dispositions du paragraphe 1) de la présente règle, sur le prix unitaire auquel les marchandises importées, ou des marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues en Inde, à la date la plus proche qui suit l'importation, mais dans les 90 jours suivant cette importation.

- 3) a) Si ni les marchandises importées, ni des marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues en Inde en l'état où elles sont importées, la valeur se fonde sur le prix unitaire correspondant aux ventes de marchandises importées totalisant la quantité la plus élevée, faites après ouvraison ou transformation ultérieure, à des personnes qui ne sont pas liées au vendeur en Inde.
- b) Lors de telles déterminations, il est dûment tenu compte de la valeur ajoutée par l'ouvraison ou la transformation et des déductions prévues au paragraphe 1) i) à iii) de la présente règle.

8. Méthode supplétive

1) Sous réserve des dispositions de la règle 3 du présent règlement, lorsque la valeur des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'une ou l'autre des règles qui précèdent, elle est déterminée par des moyens raisonnables compatibles avec les principes

et les dispositions générales du présent règlement du paragraphe 1) de l'article 14 de la Loi douanière de 1962 (Loi n° 52 de 1962) et sur la base des données disponibles en Inde.

- 2) La valeur déterminée par application des dispositions [de la présente règle]<sup>1</sup> ne se fondera pas:
- i) sur le prix de vente, en Inde, de marchandises produites dans ce pays;
  - ii) sur un système prévoyant l'acceptation, à des fins douanières, de la plus élevée de deux valeurs possibles;
  - iii) sur le prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation;
  - iv) sur le prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que l'Inde;
  - v) sur des valeurs en douane minimales; ou
  - vi) sur des valeurs arbitraires ou fictives.

9. Coûts et services

1) Pour déterminer la valeur transactionnelle, on ajoute au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées

- a) les coûts et services suivants, dans la mesure où ils sont supportés par l'acheteur mais n'ont pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées, à savoir:
  - i) commissions et frais de courtage, à l'exception des commissions d'achat;
  - ii) coût des contenants traités, à des fins douanières, comme ne faisant qu'un avec la marchandise;
  - iii) coût de l'emballage, comprenant aussi bien la main-d'oeuvre que les matériaux;
- b) la valeur, imputée de façon appropriée, des produits et services ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées, dans la mesure où cette valeur n'a pas été incluse dans le prix effectivement payé ou à payer, à savoir:
  - i) matières, composants, parties et éléments similaires incorporés dans les marchandises importées;
  - ii) outils, matrices, moules et objets similaires utilisés pour la production des marchandises importées;
  - iii) matières consommées dans la production des marchandises importées;

---

<sup>1</sup>Texte remplacé par M.F. (D.R.) F. notification n° 528/167/88-Cus., (TV)/ICD, en date du 6 septembre 1988.

- iv) travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis, exécutés ailleurs qu'en Inde et nécessaires pour la production des marchandises importées;
  - c) les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises importées, que l'acheteur est tenu d'acquitter, soit directement soit indirectement, en tant que condition de la vente des marchandises à évaluer, dans la mesure où ces redevances et droits de licence n'ont pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer;
  - d) la valeur de toute partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises importées qui revient, directement ou indirectement, au vendeur;
  - e) tous les autres paiements effectués ou à effectuer, comme condition de la vente des marchandises importées, par l'acheteur au vendeur, ou par l'acheteur à une tierce partie pour satisfaire à une obligation du vendeur, dans la mesure où ces paiements ne sont pas inclus dans le prix effectivement payé ou à payer.
- 2) Aux fins des paragraphes 1) et 1A) de l'article 14 de la Loi douanière de 1962 (Loi n° 52 de 1962) et du présent règlement, la valeur des marchandises importées est la valeur de ces marchandises aux fins de la livraison au moment et au lieu de l'importation et inclut les éléments suivants:

- a) frais de transport des marchandises importées jusqu'au lieu d'importation;
- b) frais de chargement, de déchargement et de manutention connexes à la livraison des marchandises importées au lieu d'importation, et
- c) coût de l'assurance:

[Pour autant<sup>2</sup>:

- i) que les frais de transport visés à l'alinéa a) ne peuvent pas être déterminés, ces frais représentent 20 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises;
- ii) que les frais visés à l'alinéa b) représentent 1 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises majorées des frais de transport visés à l'alinéa a) et du coût de l'assurance visé à l'alinéa c);
- iii) que le coût visé à l'alinéa c) qui ne peut pas être déterminé représente 1,125 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises;

Pour autant, en outre, que, dans le cas des marchandises importées par voie aérienne pour lesquelles les frais visés à l'alinéa a) ne peuvent pas être déterminés, ces frais ne dépassent pas 20 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises:

Pour autant, en outre, que, lorsque la valeur f.a.b. des marchandises ne peut pas être déterminée, les frais visés à l'alinéa a) représentent 20 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises majorée du coût de l'assurance visé au sous-alinéa i) ci-dessus, et que le coût visé à l'alinéa c) représente 1,125 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises majorée des frais de transport visés au sous-alinéa iii) ci-dessus.]

---

<sup>2</sup>Texte remplacé par M.F. (D.R.), notification n° 39/90 Cus. (N.T.), en date du 5 juillet 1990.

3) Tout élément qui est ajouté par application des dispositions de la présente règle au prix effectivement payé ou à payer est fondé sur des données objectives et quantifiables.

4) Pour la détermination de la valeur des marchandises importées, aucun élément n'est ajouté au prix effectivement payé ou à payer, à l'exception de ceux qui sont prévus par la présente règle.

10. Déclaration de l'importateur

[1]<sup>3</sup> L'importateur ou son agent fournit:

- a) une déclaration donnant des détails complets et exacts sur la valeur des marchandises importées; et
- b) toute autre affirmation, information ou pièce, y compris une facture du fabricant ou du producteur des marchandises importées lorsque celles-ci sont importées directement ou par une personne autre que le fabricant ou le producteur, jugé nécessaire par le fonctionnaire compétent pour déterminer la valeur des marchandises importées aux termes du présent règlement.]

2) Aucune disposition du présent règlement ne doit être interprétée comme restreignant ou contestant le droit du fonctionnaire des douanes compétent, de s'assurer de la véracité ou de l'exactitude de toute affirmation, information, pièce ou déclaration présentée aux fins de l'évaluation en douane.

3) Les dispositions de la Loi douanière de 1962 (Loi n° 52 de 1962) régissant la confiscation, les sanctions et les poursuites seront d'application lorsque de fausses déclarations, informations, affirmations ou pièces auront été présentées en vertu du présent règlement.

11. Règlement des différends

Tout différend entre l'importateur et le fonctionnaire des douanes compétent chargé d'évaluer les marchandises est réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'article 14 de la Loi douanière de 1962 (Loi n° 52 de 1962).

12. Notes interprétatives

Les notes interprétatives figurant dans l'annexe du présent règlement sont d'application pour l'interprétation du présent règlement.

---

<sup>3</sup>Passage remplacé (w.e.f. 1er octobre 1991) par M.F. (D.R.), notification n° 67/91-Cus. (N.T.), en date du 1er octobre 1991.